

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**COMPTE-RENDU SUR L'USAGE PAR LA PRÉSIDENTE DE LA DÉLÉGATION POUR ESTER EN  
JUSTICE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 4231-7-1 DU CGCT - NOVEMBRE 2024**

## Sommaire

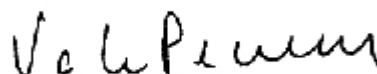
<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a> .....	3
<a href="#">ANNEXE AU RAPPORT</a> .....	4
<a href="#">Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 20 septembre 2024</a> .....	5

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet de rendre compte de l'usage par la Présidente de la délégation que le conseil régional lui a consenti pour ester en justice, en application des dispositions de l'article L. 4231-7 du code général des collectivités territoriales et de la délibération n°CR 2021-038 du 2 juillet 2021.

La liste des décisions prises sur cette base figure ainsi en annexe au présent rapport.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

## **ANNEXE AU RAPPORT**

**Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 20 septembre 2024**

# Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 20 septembre 2024

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Rendu-Compte	Date du sortant
E-2024-001164	TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BOBIGNY		Région c/ X	Plainte contre X de la Région pour des faits de faux et usage de faux commis par un agent régional (falsification d'arrêts maladie).	04/07/2024
E-2024-001137	TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BOBIGNY		Région c/ X	Plainte contre X de la Région pour des faits de détournement de fonds publics par un ancien agent régional (non-restitution d'un véhicule de service).	04/07/2024
E-2024-001112	TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BOBIGNY		Région c/ X	Plainte contre X de la Région pour vol à la suite de la constatation de la disparation de trois œuvres d'art du Fonds d'art contemporain - Paris Collections.	04/07/2024
E-2024-001131	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	2416887	Mme X c/ Ministère du travail, de la santé et des solidarités	Mémoire en défense de la Région au soutien de la requête de Madame X tendant à la suspension des décisions par lesquelles le ministère du travail, de la santé et des solidarités a refusé de la réintégrer à la première vacance dans son corps d'origine.  (Référé suspension)	05/07/2024
E-2024-001226	TRIBUNAL JUDICIAIRE DE CRETEIL		Société Logial COOP c/ Région et autres  Lycée Maxillien Perret à Alfortville (94).	Mémoire produit par la Région qui ne s'oppose pas aux opérations d'expertise sollicitées par la requérante à proximité du lycée.  (Référé préventif)	10/07/2024
E-2024-000633	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	2418853	Région c/ X  Lycée Pierre-Gilles de Gennes à Paris (75)	Requête en référé aux fins d'expulsion de M. X qui occupe indûment une propriété régionale.  (Référé mesures utiles).	12/07/2024
E-2024-001182	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	2418012	Société atelier MOSC c/ Région  Opération de restauration de l'ancienne bibliothèque des pères Jésuites - Lot 6 Mobilier  Cité scolaire Charlemagne à Paris (75)	Mémoire de la Région tendant au rejet de la requête par laquelle la société conteste la procédure de passation du marché.  (Référé précontractuel)	12/07/2024
E-2023-000168	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2301353	M. X c/ Région	Mémoire en défense de la Région tendant au rejet de la requête par laquelle M. X sollicite la communication de documents administratifs.	12/07/2024
E-2023-	TRIBUNAL	2307983	Mme X c/ Région	Mémoire en défense produit par	12/07/2024

## Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 20 septembre 2024

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Rendu-Compte	Date du sortant
001098	ADMINISTRATIF DE MELUN			l'avocat de la Région en vue du rejet de la requête de Mme X qui conteste une décision portant changement d'affectation.	
E-2024-000940	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	2409018	Sociétés SYMTRIA et SRB Construction c/ Région et autres  Restructuration globale avec extension de capacité du lycée – lot n°1 Clos et couvert  Lycée Albert Camus à Bois-Colombes (92)	Mémoire de la Région tendant au rejet de la requête par laquelle les sociétés sollicitent la désignation d'un expert dans le cadre de l'opération de travaux en cours.  (Référé expertise).	12/07/2024
E-2024-001135	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN	2408650	Région c/ M. X  Lycée Emily Brontë à Lognes (77)	Requête au fond déposée par la Région en vue d'obtenir l'expulsion d'un agent régional d'un logement de fonction à la suite de son changement d'affectation.	15/07/2024
E-2024-001064	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2407904	La Société civile d'exploitation agricole Griset de Gonesse c/ Région	Mémoire en défense de la Région tendant au rejet de la requête par laquelle la société sollicite le versement d'une provision dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire du site agricole conclue avec la Région.  (Référé provision)	25/07/2024
E-2024-000964	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2406864	Société MOBIDECOR c/ Région  Marché 200607 « Mobilier internat »	Mémoire en défense de la Région tendant au rejet de la requête par laquelle la société sollicite le versement d'une provision au titre de factures soi-disant impayées.  (Référé provision)	29/07/2024
E-2023-001118	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2308856	Société Ecole Danhier de masso-kinesithérapie Institut privé de formation c/ Région	Mémoire en défense de l'avocat de la Région tendant au rejet de la requête par laquelle la société sollicite l'annulation de l'arrêté de la Présidente du Conseil régional retirant l'autorisation de formation en masso-kinésithérapie.	29/07/2024
E-2023-001158	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2309788	M. François DAMERVAL c/ Région  Délibération CR 2023-025 portant révision du Règlement Intérieur 2021/2028	Mémoire en défense de la Région tendant au rejet de la requête de M. Damerval demandant l'annulation de la délibération n° CR 2023-025 du 31 mars 2023 et du règlement intérieur du conseil régional.	01/08/2024
E-2018-	CONSEIL		M. François Damerval c/	Mémoire de l'avocat de la Région	06/08/2024

# Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 20 septembre 2024

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Rendu-Compte	Date du sortant
002782	CONSTITUTIONNEL		Région Délibération CP 2018-245 du 30 mais 2018.	devant le Conseil Constitutionnel à la suite du renvoi de la Question Prioritaire de Constitutionnalité introduite par M. Damerval portant sur l'article L. 4135-28 du code général des collectivités territoriales (protection fonctionnelle).	
E-2024-001334	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2411497	Biolab c/ Région  Lots 1 et 2 du marché public portant sur la fourniture, la livraison, l'installation et la mise en œuvre de mobiliers d'ateliers et de laboratoires destinés à ses établissements publics.	Mémoire en défense produit par l'avocat de la Région tendant au rejet du référé liberté déposé par la société pour le règlement de factures impayées.  (Référé liberté)	
E-2024-000463	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2402383	M. X c/ Région	Mémoire en défense de la Région en vue du rejet de la requête de M. X qui conteste la décision relative au non-renouvellement de son contrat.	16/08/2024
E-2023-001180	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2310129	M. X c/ Région	Mémoire en défense de la Région en vue du rejet de la requête de M. X qui conteste un arrêté portant exclusion temporaire de fonctions.	22/08/2024
E-2024-001344	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CERGY-PONTOISE	2411428	Préfecture du Val d'Oise c/ Commune de Groslay	Mémoire de la Région en vue de sa mise hors de cause au profit d'Ile-de-France dans le cadre de la requête du Préfet tendant à la suspension de l'arrêté par lequel le maire de la commune de Groslay a mis en demeure la Région de régulariser la situation sur un terrain en supprimant les divers dépôts et en rendant au lieu son caractère naturel.  (Déféré suspension)	22/08/2024
E-2024-001354	TRIBUNAL JUDICIAIRE D'EVRY		Région c/ X  Lycée Mandela à Etampes (91)	Plainte contre X de la Région pour installation en réunion sur le terrain d'autrui sans autorisation, soustraction frauduleuse d'énergie et dégradation volontaire de biens appartenant à une personne publique.	28/08/2024
E-2023-001169	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	2318694	M. X c/ Région	Mémoire en défense produit par l'avocat de la Région en vue du rejet de la requête de M. X tendant à l'annulation de la décision portant changement d'affectation.	05/09/2024



## Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 20 septembre 2024

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Rendu-Compte	Date du sortant
E-2024-000478	TRIBUNAL JUDICIAIRE DE CRETEIL		Région c/ X	Plainte de l'avocat de la Région contre X des chefs d'accès et maintien frauduleux dans un système de traitement automatisé de données, extraction et transmission de données obtenues frauduleusement et usurpation d'identité.	09/09/2024
E-2024-001224	TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PARIS		Région c/ X	Signalement de l'avocat de la Région au Procureur de la République en application de l'article 40 du code de procédure pénale de faits susceptibles de relever de faits d'escroquerie et / ou de tentative d'escroquerie (aides véhicules propres)	10/09/2024
E-2024-001445	TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BOBIGNY		Région c/ X	Dépôt de plainte de la Région à la suite du vol d'un vélo de fonction attribué à un élu régional.	11/09/2024
E-2024-000996	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CERGY-PONTOISE	2009630	M. X c/ HOPITAL NORD OUEST VAL D'OISE	Mémoire en défense de la Région en vue d'obtenir, par l'hôpital concerné, le remboursement des traitements versés à un agent régional en arrêt maladie à la suite d'interventions chirurgicales non légitimes.	13/09/2024
E-2019-000895	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	24PA00860	M. X c/ Région	Mémoire en défense produit par l'avocat de la Région et tendant au rejet de la requête par laquelle M. X sollicite une indemnisation en réparation des préjudices subis du fait des fautes et illégalités commises par la Région.	16/09/2024
E-2023-001068	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN	2307256	M. X c/ Région	Mémoire en défense de la Région en vue du rejet de la requête de M. X qui conteste l'arrêté prononçant sa révocation	19/09/2024